

# LE TEMPS

---

opinions Mercredi 21 mars 2012

## Mon Europe

Par Alexandros Mallias

**L'ambassadeur honoraire Alexandros Mallias livre un plaidoyer fort pour que l'Europe, celle pour laquelle il s'est consacré de tout son cœur, retrouve ses valeurs humanistes fondamentales. L'Allemagne, «la patrie de Goethe» comme il l'écrit, ne peut continuer à humilier la Grèce sans commettre des dégâts irréparables au projet européen**

C'est avec déception et amertume que je vois chaque jour vaciller l'édifice de la solidarité, de la compassion et des valeurs humanistes communes, les fondations du processus d'unification de l'Europe.

Je n'appartiens pas à la catégorie des utopistes européens mais à la grande catégorie des partisans de l'idéologie européenne: je crois profondément à la nécessité et à l'importance de l'Union européenne. Oui, mon approche est idéaliste. Vous pouvez même la qualifier de visionnaire. Et pourtant, je crois aux idéaux d'une autre Europe, de mon Europe à moi.

J'appartiens à cette génération qui a eu la chance de vivre jour après jour, au travers des difficultés, des retards, des marathons de réunions, des erreurs mais aussi des réussites, la construction de l'Europe.

Depuis mes années d'étudiant à Athènes puis à Genève, je suis partisan du mouvement des fédéralistes et membre du Mouvement européen. Partisan de cette Europe qui a constitué le rêve visionnaire et le pôle d'attraction permanent de millions de citoyens. De cette Europe qui posait la démocratie, la liberté et le respect des valeurs communes comme condition fondamentale pour la participation au processus d'unification. De l'Union européenne qui, outre ses technocrates, ses «agorocrates» et prophètes économiques, avait aussi ses visionnaires et ses idéologues. De cette Europe qui s'appuie sur les fondements culturels communs.

Voilà pourquoi je soutiens que si cette Europe-là veut retrouver aujourd'hui sa crédibilité perdue, il faut qu'elle revienne à ses racines humanistes. Il faut qu'elle revienne à son point de départ.

Est-il possible qu'une union d'Etats théoriquement égaux, qui se caractérise de plus en plus par l'hégémonisme de son pilier le plus puissant, s'érige en pôle mondial d'attraction et de référence?

L'Amérique elle-même a pris conscience des dégâts causés à son image et à sa sécurité nationale par cette doctrine hégémonique exercée par l'administration Bush lors de son premier mandat. Les recettes de persuasion diplomatique vues en tant que choix politique ont cédé la place à des interventions politiques unilatérales ou à la formation de «coalitions volontaires d'alliés forcés». L'Europe ou, si vous préférez, «l'ancienne Europe» a également été la cible de l'humeur punitive de l'administration Bush.

Aujourd'hui, la pierre angulaire de l'édifice européen, la patrie de Goethe, applique, toutes proportions gardées, une politique analogue, en faisant preuve d'une attitude quasi punitive à l'égard d'un pays partenaire dans l'Union européenne.

Certes, nous avons compris que nous devons payer pour les erreurs de nos gouvernants. Si vous

voulez, nous devons payer pour nos erreurs, pour notre mauvaise gestion et notre déficit de crédibilité. Mais surtout pour celles de nos dirigeants politiques. Ceci est plus que compris. Je ne peux cependant pas admettre qu'un peuple tout entier soit obligé de payer.

Il n'est pas question que je cède à la tentation des retours au passé. Mais j'ai toutefois le droit de rappeler que, comme l'histoire européenne elle-même nous l'enseigne, une «capitulation sans conditions» s'accompagnant de l'imposition d'une suzeraineté généralisée sur le système de production, d'usufruit et de diffusion des sources de richesses d'un pays humilié n'est pas compatible avec les principes et les valeurs de l'Union européenne. De l'Europe de Jean Monnet et de Robert Schuman. La patrie de Kant a elle-même connu au XXe siècle l'humiliation, la soumission et la reddition sans conditions.

Notre Europe, notre vision et simultanément réalité commune, a justement été construite sur les ruines de deux guerres qui, avant de devenir mondiales, ont d'abord été européennes. Ces guerres n'étaient pas le résultat de quelque évolution inéluctable. Elles ont été avant tout la conséquence et le résultat de décisions humaines.

Lors du XXe siècle, les peuples d'Europe ont payé le prix de la guerre, un lourd tribut de sang et de destruction. Mais qui plus est, pendant les quatre années d'occupation, la patrie d'Aristote et de Platon a été soumise à une humiliation et à une dégradation sans précédent des valeurs humaines. De la dignité humaine.

Après est venue l'Europe. Notre Europe commune. Bien que la patrie d'Euripide et de Sophocle ait été asservie et humiliée, elle n'a pas réclamé la punition et l'humiliation de la patrie pays de Schiller. En fait, notre classe politique n'a même pas revendiqué de dédommagements, autant dire que par pusillanimité il n'a pas fait ce qu'il aurait dû et pu faire.

Outre la solidarité réciproque, le fondement de notre trajectoire commune au sein de l'Union européenne repose sur le principe de l'égalité de ses membres. Je ne me fais pas d'illusions à propos de cette égalité. Et je ne suis sûrement pas le seul. Toutefois, la soumission et la contrainte imposées à un peuple, à un pays ou à la totalité du sud de l'Europe et résultant de l'exercice d'une politique néo-hégémonique ne suffisent pas à procurer à l'Europe actuelle le prestige et la fiabilité dont elle a tant besoin.

Si le problème s'appelle Grèce, la solution s'appelle Europe. Et littéralement, une Europe plus effective et plus démocratique. Une Europe accordant de l'importance à l'homme et à sa dignité. L'Europe dont rêvait mon professeur à Genève, Denis de Rougemont.

Ma propre Europe est l'Europe qui a fermé ses portes à des régimes totalitaires et dictatoriaux. C'est l'Europe qui a «gelé» l'Accord d'Athènes (signé en 1961 entre les Communautés européennes et la Grèce) et qui a obligé le régime de la junte militaire à se retirer du Conseil de l'Europe avant d'en être expulsé.

C'est l'Europe de la démocratie et des valeurs humaines à la base de la culture et de la civilisation européenne. Mon Europe est celle qui attire et séduit. Pas celle qui effraie et rebute. La crainte nous permet de soumettre et de contraindre mais elle ne nous gagne pas d'amis.

Je crois que, nous Grecs, nous savons quelles sont nos erreurs. Nous les payons. Pour la plupart d'entre nous, la charge est insoutenable.

Toutefois, si l'Europe cesse d'être le pôle d'attraction de ses citoyens, si nous perdons notre foi dans notre Europe à nous, la responsabilité n'en incombera plus à la patrie d'Elytis et de Séféris. Elle en incombera surtout à la patrie de Fredericus Jacobs.

**LE TEMPS** © 2012 Le Temps SA